

Pétrole et gaz du Canada—Loi

Mme le Président: Plaît-il à la Chambre de considérer les questions nos 1667 et 2692 comme ayant été transformées en ordres de dépôt de documents?

Des voix: D'accord.

Mme le Président: Les documents sont déposés.

[Texte]

LES DEMANDES DE SUBVENTIONS FAITES DANS LE CADRE DU
PPIMD

Question n° 1667—M. McKenzie:

1. A combien s'élève le nombre total des demandes faites dans le cadre du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense et quel est le nom des entreprises qui les ont déposées?

2. Quel est le nom des entreprises qui pourraient bénéficier de remises en application de ce programme et quel est le montant de chaque remise?

3. Combien de temps chaque entreprise a-t-elle attendu et quand recevront-elles une réponse?

4. A combien s'élève le total des remises examinées en application du Programme, au cours de l'exercice budgétaire de a) 1978, b) 1979, et quel est le nom des entreprises en ayant bénéficié?

5. A combien s'élève le montant total des remises accordées jusqu'à présent pour l'exercice budgétaire 1980 et quel est le nom des entreprises en ayant bénéficié?

(Le document est déposé.)

LES DEMANDES DE PERMIS DE VOYAGER PRÉSENTÉES PAR LES
DIPLOMATES RUSSES

Question n° 2692—M. Jelinek:

1. Combien de diplomates russes confinés à la Région de la Capitale nationale ont demandé des permis spéciaux pour voyager ailleurs au Canada depuis a) six mois, b) un an, c) deux ans, d) trois ans, e) cinq ans?

2. Dans chaque cas, a) quels étaient les nom et titre du requérant, b) combien a-t-il présenté de demandes, c) la demande a-t-elle été (i) accordée (ii) refusée?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

M. Smith: Madame le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

Mme le Président: Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI SUR LE PÉTROLE ET LE GAZ DU CANADA
MESURE CONCERNANT LES DROITS RELATIFS AU PÉTROLE ET
AU GAZ

La Chambre reprend l'étude, interrompue le jeudi 29 octobre, du bill C-48, tendant à régler les droits relatifs au pétrole et au gaz sur les terres du Canada et à modifier la loi sur la production et la conservation du pétrole et du gaz, dont le comité permanent des ressources nationales et des travaux publics a fait rapport avec des propositions d'amendement, ainsi que des motions n° 21 de M. Wilson et n° 22 de M. Waddell.

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur l'Orateur, le gouvernement du très honorable Joe Clark aurait permis à des milliers de Canadiens de participer aux activités de Petro-

Canada d'une manière intéressante. Les citoyens auraient empoché une partie des profits et ils auraient pu dépenser cet argent à leur guise. Les entrepreneurs et les producteurs auraient été encouragés à chercher du pétrole et du gaz sachant que le gouvernement ne mettrait pas le grappin sur leurs découvertes pour en faire profiter un de leurs concurrents, ce qui se produira à en juger d'après les dispositions du bill C-48. Les Canadiens auraient eu leur juste part des profits. La Couronne aurait également reçu une part équitable. Les sociétés, les citoyens et les travailleurs ont confiance dans le très honorable Joe Clark. Ils n'ont pas confiance...

Des voix: A l'ordre.

Une voix: Ces propos sont antiparlementaires.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Hier soir, la Présidence a demandé au député de parler de ses collègues en donnant le nom de leur circonscription et sans les appeler par leur nom. Je tenais à le lui rappeler.

M. Taylor: Les sociétés, les citoyens et les travailleurs ont confiance dans le très honorable député de Yellowhead (M. Clark).

Des voix: Bravo!

M. Taylor: Ils n'ont pas confiance dans le premier ministre (M. Trudeau) ni dans le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde). Quand les gens n'ont pas confiance, ils n'investissent guère ou pas du tout d'argent; c'est ce qui se produit au Canada; les investisseurs vont placer leur argent aux États-Unis. Lorsque les gens n'investissent que peu ou pas du tout, les découvertes de pétrole et de gaz sont minimes ou nulles. Cela signifie également peu ou pas d'emplois, et c'est pourquoi nous comptons aujourd'hui près de un million de Canadiens en chômage.

Le très honorable député de Yellowhead est partisan de la libre entreprise, et il en applique les principes, contrairement au premier ministre actuel, qui ne croit qu'au socialisme, au collectivisme et au monopole d'État, et n'entend pas du tout donner une chance à la libre entreprise de réussir. Le gouvernement conservateur préconisait un canadianisme qui encourage non seulement les riches, mais aussi les simples citoyens, les simples travailleurs, à acquérir des parts dans l'industrie. Ce canadianisme-là encouragerait les financiers à investir au Canada, les convaincrant de ne pas placer leurs capitaux à l'étranger, ce qui signifierait plus d'emplois pour les Canadiens.

C'est la libre entreprise qui a bâti le Canada; pourtant, le gouvernement actuel vise à lui faire échec en lui mettant les entraves du socialisme. C'est la libre entreprise que le gouvernement tory de naguère entendait favoriser, et c'est elle que le prochain gouvernement tory favorisera de nouveau. On cherche à l'heure actuelle à faire échec à la libre entreprise. Le premier ministre lui-même se mêle de déclarer à la radio que la libre entreprise a échoué. C'est faux. Si elle éprouve des difficultés aujourd'hui, c'est à cause des trop nombreuses entraves du socialisme et du collectivisme. La libre entreprise est paralysée. Rien au monde ne saurait mieux encourager un entrepreneur à trimer dur que la perspective d'un profit, mais le gouvernement actuel...